

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne  
Site de Guéret  
Cité administrative - Bâtiment B1  
17 place Bonnyaud  
23000 Guéret**

**Guéret, le 13 mai 2026**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EGROT Dominique**

17 Coussat  
23220 Bonnat

**Références : 2026-05-13 UID232026-025r georisques**  
Code AIOT : 0100314015

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement EGROT Dominique implanté 17 Coussat 23220 Bonnat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EGROT Dominique
- 17 Coussat 23220 Bonnat
- Code AIOT : 0100314015
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Un constat a été diligenté sur la commune de Bonnat le 17 mars 2026 afin d'établir la situation administrative d'un dépôt de véhicules hors d'usage détenu par M. Dominique EGROT, et ce, au regard de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- VHU

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 11/10/2011, article L. 511-2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de la superficie et de la nature du dépôt détenu par M. EGROT, il apparaît que celui-ci ne relève pas de la législation relative aux installations classées. Aussi, dans le cadre de ladite réglementation, il n'est pas proposé de donner de suite à cette affaire.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/10/2011, article L. 511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, -
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de cette visite d'inspection, en compagnie de la Brigade Territoriale Mobile de la Marche de la Gendarmerie, il a été constaté sur place l'existence d'un dépôt d'automobiles, ainsi que des éléments de carrosserie, situés une parcelle appartenant à M. Dominique EGROT au lieu-dit Coussat, sur la commune de Bonnat.</p> <p>Dans ce cadre, deux véhicules hors d'usage ont été relevés. Il ressort que ce dépôt ne peut constituer une ICPE, dans la mesure où la surface de l'installation est d'environ 15 m<sup>2</sup>.</p> <p>Le seuil d'enregistrement correspondant à la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature (stockage, démontage et dépollution de VHU), fixé à 100 m<sup>2</sup>, n'est donc pas atteint.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite